

DECLARATION LIMINAIRE FO-DGFIP CTL DU 22 MAI 2014

Madame la Présidente,

Ce Comité Technique est convoqué dans un contexte particulier avec l'annonce du pacte de responsabilité. Ce sont 50 milliards d'économies annoncées qui vont se faire sur le dos des salariés. Il s'agit de nos salaires, nos carrières et nos missions. D'années en années, la situation dans les services se dégrade et malgré les signaux que les représentants FO vous adressent, rien de concret n'est fait pour endiguer le mal profond qui détruit progressivement et méthodiquement notre administration.

Le tableau de bord de veille sociale, une fois de plus, pointe la situation dramatique des services. Pour autant, les représentants FO-DGFIP ne voient pas venir les mesures concrètes qui permettront d'améliorer véritablement et durablement la situation des agents et des services de la DSFP/AP-HP pour redonner un sens à leur travail.

Nous notons que vous reconnaissez enfin à travers les documents de travail fournis ce jour, relatifs au TBVS, qu'un nombre très important de départs dans le cadre du mouvement de mutations au 01 septembre 2013 a lourdement impacté les services puisque le taux de couverture des effectifs passe de 97,5 % en 2012 à 92,79 % en 2013 et le taux d'encadrement de 19,8 % à seulement 9,54 % en 2013.

Et vous dites, je cite : « Ainsi, en 1 seul mouvement de mutations, la DSFP/AP-HP a perdu 29 % de son personnel d'encadrement direct qui passe de 24 à 17 cadres A. Situation intolérable que nous avons signalée.

Conséquence sans précédent face à ce flux de départ, vous avez été amené à réaménager les services en les regroupant, atteignant une taille critique et en impliquant même les cadres A+, chef de pôle pour assurer l'intérim.

Pour nous, cet outil comme les espaces de dialogue ne vise qu'à exonérer l'administration de ses responsabilités.

Les représentants FO-DGFIP dénoncent la mise en place d'un baromètre social à la DGFIP, véritable alibi de la direction générale et le dévoiement du TBVS en outil d'aide à la suppression d'emplois.

La seule vraie réponse au mal être des agents, nous la connaissons tous, vous comme nous, c'est l'arrêt des suppressions d'emplois et pour FO-DGFIP l'arrêt immédiat de la démarche stratégique.

A cela, il ne faut pas oublier le logiciel commun NSI Gestion. Cet outil, qui allait changer la vie des agents, est loin d'apporter tout ce dont notre direction a espéré c'est-à-dire répondre aux exigences de nos missions !!!! Elle s'est lourdement trompée !!!

Ainsi, les agents sont confrontés aux imperfections et aux caprices de cet outil coûteux qui implique aussi une maintenance hors de prix. Les agents, au moment de leur entretien professionnel, à juste titre, déplorent ne pas être reconnus à leur juste valeur.

Les représentants FO-DGFIP n'ont eu de cesse que de dénoncer ce logiciel peu performant.

Enfin, avec l'annonce brutale, mi-mars, du déménagement des services de la DSFP vers l'hôpital Tenon, les collègues sont en émoi. Que réserve ce déménagement tant en ce qui concerne les locaux, le statut des agents de la DSFP et les missions ?

Pour l'instant, aucune réponse satisfaisante de la direction n'a été apportée à ces questionnements.

Pour conclure, les représentants FO-DGFIP ne sont pas naïfs et les agents non plus.

Ils attendent au-delà des mots la juste reconnaissance de leur travail. A la DGFIP, déjà à l'os, la baisse des effectifs et le manque de moyens vont rendre de plus en plus difficile voire impossible la réalisation des missions de service public.

L'annonce du gel du point d'indice jusqu'en 2017, nouvelle insulte à l'égard des fonctionnaires, est par ailleurs inacceptable, cela ferait huit ans de perte programmée de leur pouvoir d'achat.

Les agents ont réagi. Un collègue sur quatre était en grève le 15 mai dernier.

Comme FO-DGFIP l'a affirmé à différentes reprises, l'austérité est triplement suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.